



**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.) - (Commun à tous les lots)**

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON
CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, avenue Doyen Gaston GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N°AFFAIRE 25A0034

Objet de la consultation :

FOURNITURE DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES, PREPARATIONS PHARMACEUTIQUES, DISPOSITIF D'ADMINISTRATION POUR SPECIALITES PHARMACEUTIQUES, ALLERGENES, PRODUITS DE DIETETIQUES SPECIALISES A DES FINS MEDICALISES POUR LE CHU DE MONTPELLIER ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT EST HERAULT SUD AVEYRON.

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'Offres Ouvert Européen en application de l'article L. 2124-2 et des articles R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : 13/05/2025 à 12 :30 :00

DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME

DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :

Lien amenant à la consultation sur la Plateforme PLACE : [ici](#)

SOMMAIRE

Article.1 - Etendue et Objet de la consultation	5
ARTICLE 2 DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	5
2.1 Durée du marché public	6
2.2 Reconduction	6
ARTICLE 3 Décomposition du marché public	6
3.1 Tranches	6
3.2 Lots	6
3.3 Phases	6
Article 4 – Procédure	7
4.1 Type de procédure	7
4.2 Délai de validité des offres	7
4.3 Contenu du dossier de consultation	7
4.4 Modalités d’obtention du dossier de consultation par voie électronique	7
4.5 Modifications des détails du dossier de consultation	8
4.6 Compléments à apporter au cahier des charges	8
4.7 Renseignements complémentaires	8
4.8 Unité monétaire	8
4.9 Mode de financement et de règlement	8

Article 5 – Essais OU visites	8
5.1 Essais	Erreur ! Signet non défini.
5.2 Visite des locaux.....	9
Article 6 - Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres.....	9
6.1 Dispositions relatives aux sous-traitants	10
6.2 Dispositions relatives aux groupements.....	10
6.3 Présentation des plis	10
6.4 Contenu des plis	11
6.5 Envoi et réception des plis	13
Article 7 – Vérification des conditions de participation des candidats	14
ARTICLE 8 EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES	14
8.1 Pondération des critères de jugement des offres :.....	14
Article 9 - Variantes	17
9.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)	17
9.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)	17
ARTICLE 10 ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	17
ARTICLE 11 Notification de l'accord-cadre a bons de commande	18
ARTICLE 12 RECOURS CONTENTIEUX	18
12.1 Instances chargées des procédures de recours contentieux.....	18

12.2 Introduction des recours contentieux18

Article.1 - Etendue et Objet de la consultation

Le marché porte sur les fournitures suivantes :

NUMERO D'AFFAIRE : 25A0034

OBJET : FOURNITURE DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES, PREPARATIONS PHARMACEUTIQUES, DISPOSITIF D'ADMINISTRATION POUR SPECIALITES PHARMACEUTIQUES, ALLERGENES, PRODUITS DE DIETETIQUES SPECIALISES A DES FINS MEDICALISES POUR LE CHU DE MONTPELLIER ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT EST HERAULT SUD AVEYRON.

Pour le CHU de Montpellier

La consultation aboutira à un :

☒ Accord cadre à bons de commande

☐ Avec montant maximum par lot fixé à l'article 1.2 du CCAP

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

33600000-6 : Produits pharmaceutiques

15882000 : Produits diététiques

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

- 18.011 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : VOIES DIGESTIVES
- 18.021 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MEDICAMENTS DERIVES DU SANG ET IMMUNOGLOBULINES
- 18.023 SOLUTES MASSIFS
- 18.03 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : SYSTEME CARDIOVASCULAIRE
- 18.041 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : DERMATOLOGIE
- 18.043 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : MEDICAMENTS DESTINES AUX ORGANES SENSORIELS
- 18.051 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : SYSTEME GENITO-URINAIRE ET HORMONES SEXUELLES
- 18.052 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : HORMONES SYSTEMIQUES
- 18.061 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTIBIOTIQUES ET ANTIMYCOBACTERIENS
- 18.063 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTIVIRAUX
- 18.064 AUTRES ANTIINFECTIEUX A USAGES GENERAUX
- 18.071 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTINEOPLASIQUES
- 18.072 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANTICANCEREUX IMMUNOMODULATEURS
- 18.092 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : ANALGESIQUES ET ANTALGIQUES
- 18.094 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : PSYCHOLOEPTIQUES ET PSYCHOANALEPTIQUES
- 18.10 SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM : SYSTEME RESPIRATOIRE
- 18.113 DIVERSES SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM
- 18.13 PREPARATIONS PHARMACEUTIQUES
- 18.142 MEDICAMENTS DE NUTRITION PARENTERALE ET NUTRIMENTS
- 18.143 PRODUITS DE DIETETIQUE SPECIALISES A DES FINS MEDICALES
- 18.162 MATIERES PREMIERES PHARMACEUTIQUES
- 18.242 DISPOSITIFS MEDICAUX CONSOMMABLES POUR ANESTHESIE REANIMATION

ARTICLE 2 DUREE DU MARCHE PUBLIC

2.1 DUREE DU MARCHE PUBLIC

Le(s) présent(s) marché(s) public(s) sera(ont) conclu(s) pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 01/01/2026.

2.2 RECONDUCTION

Le marché est-il reconductible ?

☒ Oui ☐ Non

Le marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

ARTICLE 3 DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

3.1 TRANCHES

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ Oui ☒ Non

3.2 LOTS

Il est prévu une décomposition en lots

☒ Oui ☐ Non

Les lots sont décrits au CCAP.

L'ensemble des lots est en mono-attribution.

L'offre sera déclarée irrégulière si le candidat ne répond pas à l'ensemble des sous-lots du lot.

3.3 PHASES

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4 – PROCEDURE

4.1 TYPE DE PROCEDURE

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

4.2 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des propositions est de 10 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

4.3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- L'acte d'engagement et ses annexes dont les annexes
 - « Bordereau de prix » (Excel)
 - « Ristourne » (Pourcentage de remise sur le chiffre d'affaire)
 - Modèle de convention de mandat (pour les exploitants ayant recours à un distributeur hors groupement)
- Le Règlement de la consultation et ses annexes :
 - Détail des Quantités Estimatives (DQE)
 - Modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe de candidature et offre par voie dématérialisée
 - Note relative à la dématérialisation des factures
 - Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire
 - Adresse électronique
 - Cadre de réponse DD
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulière dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et son annexe :
 - l'annexe Développement durable
- Attestation sur l'honneur de « sanctions russes » à compléter et signer
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe :
 - Caractéristiques Logistiques à compléter
- Les formulaires "Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement",

4.4 MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4.5 MODIFICATIONS DES DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.6 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4.7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats pourront, sous 10 jours maximum avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4.8 UNITE MONETAIRE

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4.9 MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget du CHU.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

ARTICLE 5 – ESSAIS OU VISITES

5.1 ESSAIS

L'appréciation technique de l'offre (critère 1) sera faite sur la base des iconographies ou spécimens et fiches techniques fournies.

Spécimens (échantillons de référence) : Exemple d'un produit remis à l'appui d'une proposition, pour permettre la sélection puis la comparaison avec les produits livrés (élément contractuel).

La demande de spécimen est précisée lot par lot dans le document relatif au détail des quantités estimatives (annexe au présent R.C.).

Le soumissionnaire fournira **un spécimen par sous-lot** correspondant à la pièce contractuelle de l'accord-cadre à bons de commande.

Pour les lots 8, 12, 13 et 14 : aucun spécimen n'est demandé mais des iconographies sont autorisées pour l'analyse.

Les candidats devront envoyer les spécimens à l'appui de leur offre, avant la date indiquée sur la page de garde du présent document, à l'adresse suivante :

<p>C.H.U. de MONTPELLIER –</p> <p>Direction des Achats et des Approvisionnements</p> <p>Pharmacie Euromédecine</p> <p>A L'attention Mme Poutier Emma – Service Achats Pharmacie</p> <p>499, Rue du Caducée – 34790 GRABELS</p>

La mention " Spécimen FOURNITURE DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES, PREPARATIONS PHARMACEUTIQUES DISPOSITIF D'ADMINISTRATION POUR SPECIALITES PHARMACEUTIQUES, ALLERGENES, PRODUITS DIETETIQUES SPECIALISES A DES FINS MEDICALISES POUR LE CHU DE MONTPELLIER ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT EST HERAULT SUD AVEYRON. « Affaire N°25A0034" devra être indiquée de façon lisible sur les différents colis.



Chaque spécimen portera **l'identification des numéros du lot et du sous-lot ainsi que les libellés** auxquels il correspond.

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise de spécimens matériels, dans le délai de remise des offres.

Les spécimens constituent les pièces de référence de l'accord-cadre à bons de commande.

-Les spécimens donneront lieu au versement d'une prime. ☐ Oui ☒ Non

L'absence de remise d'une partie des spécimens comme mentionné dans le document relatif au Détail des Quantités Estimatives (annexe au présent R.C.), entrainera l'irrégularité de l'offre.

Le titulaire s'engage à livrer un produit conforme au spécimen tout au long de l'accord-cadre à bons de commande. **A l'issue de la consultation**, le candidat non retenu pourra reprendre les spécimens fournis. Il notifiera expressément sa décision. Il disposera d'un mois pour les reprendre à compter de la date d'envoi de la décision d'attribution. Au-delà, les spécimens ne pourront être réclamés

5.2 VISITE DES LOCAUX

Sans objet

ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

6.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Sans objet

6.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public,

☒ la personne publique n'imposera aucune forme de groupement.

Il est précisé que si le titulaire du marché a recours à un distributeur, ce dernier ne pourra pas être titulaire du marché. La présentation en groupement d'entreprise reste toutefois possible. Dans ce cas, le marché sera signé par l'exploitant ou par le distributeur, au nom de l'exploitant, au sens de l'article R.5124-2 du Code de la Santé Publique.

En l'absence de groupement, si l'exploitant qui recourt à un distributeur est désigné attributaire, il devra, au plus tard à l'attribution du marché, communiquer au C.H.U de Montpellier (CHUM) la convention de mandat selon le modèle joint en annexe de l'acte d'engagement. A défaut de fourniture de ce document, le marché sera attribué au second.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

6.3 PRESENTATION DES PLIS

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.



Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>_<nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

6.4 CONTENU DES PLIS

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français

CANDIDATURES	OFFRES (de base et variantes le cas échéant)
<p>- DUME</p> <p>Où</p> <p>- <u>Lettre de candidature</u> et désignation du mandataire par ses cotraitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent</p> <p>Et</p> <p>- <u>Déclaration du candidat</u> individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)</p> <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement</p> <p><u>Capacités professionnelles et techniques :</u></p> <p>➤ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;</p> <p>➤ La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;</p>	<p>- L'acte d'engagement complété.</p> <p>La signature électronique de l'acte d'engagement est obligatoire <u>uniquement pour l'attribution du marché</u>.</p> <p>Préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement</p> <p>Les annexes financières de l'acte d'engagement complétées :</p> <p>- « bordereau de prix »,</p> <p><i>Le candidat renseignera son offre dans le modèle fourni et le dupliquera autant de fois que de lots auxquels il répondra en indiquant pour chaque fichier le n° de lot auquel il se rapporte dans le respect des libellés de lots mentionnés dans le BPU.</i></p> <p>Est fortement souhaité que le candidat remette un bordereau conforme à la configuration et aux données du bordereau de prix standardisé transmis dans le DCE.</p> <p>- « Ristourne (Pourcentage de remise sur le -chiffre d'affaire) »</p> <p>- cadre de réponse de développement durable</p> <p>-L'offre technique (iconographie ou spécimens lorsqu'ils sont demandés (Cf. annexe du RC - Détail quantité</p>

<p><u>Capacité économique et financière :</u></p> <p>➤ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;</p> <p><u>Le cas échéant, pouvoir de signature de la personne habilitée (présent sur le KBIS ou un document joint justificatif)</u></p>	<p>estimative D.Q.E) et fiches techniques</p> <p>-L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée</p> <p><u>Pièces facultatives :</u></p> <p>Annexe du RC Adresse électronique du candidat complété</p> <p>Annexe CCTP : Caractéristiques Logistiques complétées</p> <p>L'organigramme du fournisseur indiquant les coordonnées (téléphone, fax, mail) des différents interlocuteurs :</p> <p>Service marchés, - Service commandes : il précisera les différents points de commandes en fonction des dispositifs proposés, - Service livraisons, - Service facturation, Correspondant de matériovigilance - Service scientifique et réglementaire</p> <p>Le catalogue des produits ne sera exigé que du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande</p>
---	--

POUR LA CANDIDATURE :

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise dans le bordereau de prix ou l'absence de remise du document renseigné sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

L'absence de renseignement du pourcentage de Ristourne (RFA) ou l'absence de remise du document renseigné sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

En cas de non remise du cadre de réponse la note de 0 sera appliquée au critère

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature de l'acte d'engagement au dépôt de l'offre ; seul le candidat classé en 1^o position sera tenu de le signer électroniquement.

Toutefois, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les candidats sont vivement invités à fournir un acte d'engagement signé électroniquement dès la remise de l'offre.



A l'issue de la procédure de passation, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui n'aurait pas déposé un acte d'engagement signé électroniquement, sera invité à régulariser son offre en signant électroniquement, **sous 7 jours maximum**, son acte d'engagement de manière électronique. A défaut, le marché ne pourra pas lui être attribué et ce dernier sera attribué au candidat dont l'offre a été classée en seconde position.

Compte tenu des délais d'obtention des certificats de signature électronique, les candidats qui n'en possèderaient pas sont invités à s'en procurer un d'ores et déjà afin d'être en mesure de répondre à une éventuelle demande de régularisation sur ce point.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.5 ENVOI ET RECEPTION DES PLIS



Pour les consultations alloties, et pour les candidats qui soumissionnent à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur impose un **dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne**.

Pour ce faire, les candidats doivent, préalablement à tout dépôt, sélectionner l'ensemble des lots pour lesquels ils souhaitent déposer une offre.

Ils procèdent ensuite au dépôt des pièces constituant leur offre sur chaque lot auquel ils soumissionnent.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert, **étant rappelé que ce dernier doit comporter l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne**.

Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre, et ce, pour l'ensemble des lots auxquels il soumissionne.

LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME

DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER

Direction des Achats et Approvisionnements

A l'attention de Madame Poutier Emma

Bureau Achats Pharmacie

34295 MONTPELLIER Cedex 5

ARTICLE 7 – VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de cotraitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement.

ARTICLE 8 EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES

8.1 Pondération des critères de jugement des offres :

Le jugement des offres sera effectué à partir des critères suivants pondérés :

- 1- Critère 1 Intérêts Thérapeutiques et techniques = 65%
- 2- Critère 2 Prix = 30%
- 3- Critère 3 : Développement durable : 5%

Modalités de calcul de la note finale attribuée au candidat :

1) Intérêts Thérapeutiques et techniques : 65 %

L'évaluation de ce critère sera effectuée, selon les cas (fonction de la forme), à partir des éléments d'appréciations suivants d'égale importance.

Forme Eléments D'appréciation	Prépara toire	Spéci fique chaux	For me oral e sac het	Forme orale buvable flacon	Forme locale gynéco.	Forme locale derma to.	Form e inject able	Forme orale sèche	Form e inhalé e	Coll yre	Spécif ique cham bre	Forme orale buv. unidos
Avis de la CMDMS par rapport au besoin exprimé			X	X	X	X	X	X	X	X		X
Conditions de conservation			X			X	X	X	X	X		
Conditions de conservation après ouverture				X		X				X		
Conditions de conservation avant ouverture				X	X							X
Dispositif d'administration				X								
Durée de conservation			X	X	X	X	X	X	X	X		X
Excipients à effet notoire			X	X	X	X	X	X	X	X		X
Indications d'après les bases de données			X	X	X	X	X	X	X	X		X
Modalités d'administration									X			
Modalités de manipulation									X		X	
Modalités de reconstitution/dilution							X					
Ouverture du produit				X								X
Poussière dégagée		X										
Présentation du conditionnement			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

nt												
Qualité de l'information et des dossiers techniques											X	
Qualité technique de la matière première	X											
Volume de stockage			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Chaque élément d'appréciation sera noté sur 5 selon le barème suivant

1/5 : très insuffisant

2/5 : insuffisant

3/5 : acceptable

4/5 : satisfaisant

5/5 : très satisfaisant

La note intérêts thérapeutique et techniques obtenue par le candidat sera la note moyenne obtenue

La note de ce critère sera exprimée, calculée et pondérée selon la formule suivante :

<p>65 x $\frac{\text{Note Intérêts thérapeutiques et techniques obtenue par le candidat}}{\text{Note Intérêts thérapeutiques et techniques maximale pouvant être Obtenue (5)}}$ = Note attribuée au candidat</p>

Le candidat qui aura obtenu une note au critère inférieure ou égale à 13/65 sera éliminé sans qu'il soit procédé au classement de son offre.

2) Prix 30%

La note de ce critère sera exprimée, calculée et pondérée selon la formule suivante :

<p>30 x $\frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix proposé par le candidat}}$ = Note Prix attribuée au candidat</p>
--

Le prix du lot est obtenue grâce au calcul du = PRIX UNITAIRE X QUANTITES DU DQE

3) Performance environnementale du produit 5 %:

La performance environnementale du produit sera appréciée en fonction du cadre de réponse complété par le candidat. Pour ce critère, le candidat obtiendra pour chacun des items listés dans ce cadre de réponse une note à partir du barème suivant :

Insuffisant ou absence de réponse, justification quand demandée 0/1

Réponse acceptable ou partielle = 0,5/1

Réponse très satisfaisante =1/1

Pour chaque candidat, la note attribuée sera la somme des notes obtenues par items.

On procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (10).
Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du -critère.

Attribution de la note finale

Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pondérées obtenues pour chaque critère.
Cette note sera la note finale et le candidat qui aura obtenu la meilleure note sera classé en premier.

ARTICLE 9 - VARIANTES

9.1 VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUSMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

9.2 VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)

Variants proposées par l'acheteur : ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 10 ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivantes :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 11 NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 12 RECOURS CONTENTIEUX

12.1 INSTANCES CHARGÉES DES PROCÉDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 02
Tel : 04 67 54 81 00
Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

12.2 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.

- ***Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat*** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.